

## **L'impact de la Responsabilité Civile personnelle des fonctionnaires et employ(é)s des Communes et entités publics**

### **La responsabilité personnelle des employés-préposés**

Selon l'article 1384, alinéa 3 CC, l'employeur est responsable du fait de ses préposés excepté en cas de faute lourde (acte volontaire, négligence grave).

Seule la faute lourde du préposé (acte volontaire, négligence grave) est susceptible d'engager sa responsabilité personnelle. Seule la faute lourde du préposé donne un droit de recours à l'employeur sur base de l'article L121-9 du code du travail.

#### ***Article 1384, alinéa 3***

*On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre (...)*

*Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés;*

#### ***Art. L. 121-9 du code du travail***

*L'employeur supporte les risques engendrés par l'activité de l'entreprise. Le salarié supporte les dégâts causés par ses actes volontaires ou par sa négligence grave.*

### **Conclusion**

D'un point de vue **légal**, nous avons d'un côté la responsabilité inconditionnelle du fonctionnaire à l'égard des tiers et donc un droit de recours inconditionnel de l'administration en cas de faute même légère du fonctionnaire et de l'autre côté la responsabilité limitée à la faute lourde du préposé avec un recours de l'employeur limité au seul cas de faute lourde. Cette immunité partielle étant souvent totale dans la pratique.

Cette situation pose un problème d'égalité devant la loi entre les préposés et les fonctionnaires (article 10 bis de la Constitution).

La question est de savoir si l'article 30 de la Constitution tolère une quelconque immunité du fonctionnaire. La réponse est oui. Le but de cet article était de rompre avec le privilège exorbitant accordé aux agents du pouvoir central à l'époque.

Les décisions de **jurisprudence** les plus nombreuses sont celles qui écartent toute responsabilité personnelle du fonctionnaire pour une faute commise dans l'exercice de ses fonctions.

Les comportements graves sont considérés comme des actes détachables du service qui relèvent de la responsabilité personnelle du fonctionnaire et autorisent un recours de l'administration contre son agent.

On peut ainsi considérer que les seuls cas où la responsabilité personnelle d'un architecte ou ingénieur-fonctionnaire ou d'un architecte ou ingénieur-employé pourrait être engagée sont les cas de comportements graves ou de faute lourde (fait personnel intentionnel, négligence grave).

Nonobstant de ce qui a été dit ci-avant, nous vous invitons de considérer les tendances suivantes :

## La jurisprudence

### Première tendance

L'irresponsabilité du fonctionnaire en sa qualité d'organe. Seule la responsabilité civile de l'administration, personne morale de droit public, peut être engagée

Le fonctionnaire bénéficie d'une **immunité pour les fautes commises dans l'exercice de sa fonction.**

Les comportements graves c'est-à-dire les faits personnels intentionnel tels qu'une volonté de nuire, de satisfaire un intérêt personnel, un but politique ou électoral sont considérés comme des actes détachables du service et relèvent de la RC personnelle du fonctionnaire. Exemple : la responsabilité personnelle du chef hiérarchique d'un fonctionnaire a été retenue pour avoir fait des commentaires ou utilisé des expressions dépréciant un subalterne qui portaient atteinte à son honneur sans justification et avec une publicité superflue (Cour d'appel 7/7/2004).

### Deuxième tendance

Le fonctionnaire bénéficie uniquement d'une **immunité pour les fautes légères commises dans l'exercice de sa fonction.**

Les comportements graves (dol, faute lourde, imprévoyance grossière) engagent la RC personnelle du fonctionnaire. Cette jurisprudence n'a aucune base légale.

### Troisième tendance

Le fonctionnaire ne bénéficie **d'aucune immunité pour les fautes commises dans l'exercice de sa fonction.**

Cette jurisprudence est basée sur l'article 30 de la constitution et l'article 35 de la loi modifiée du 16/4/1979. Un fonctionnaire peut être poursuivi devant une juridiction civile sur base de l'article 1382 CC en réparation du dommage causé dans l'exercice de sa fonction.

## **Pourquoi souscrire une assurance spécifique relative au sujet mentionné ci-avant ?**

L'insécurité de savoir si on est à l'abri d'un sinistre RC personnelle conduit toujours au bon réflexe de s'assurer. Des garanties spécifiques ont été négociées pour les membres de l'ALBSC.

Le contrat intervient jusqu'à concurrence de 250 000.- € par sinistre

Selon le nombre des adhérents à ce programme d'assurance la prime annuelle peut varier.

Nous attirons également l'attention aux assurés qui ont souscrits une assurance RC vie privée, que ce contrat n'interviendra pas pour les risques professionnels